

# Journée décisive pour l'accord commercial avec le Canada

- Le ministre des Affaires étrangères, Didier Reynders, devra dire ce mardi à Luxembourg si la Belgique ratifiera le Ceta.
- La pression se renforce sur le gouvernement wallon pour qu'il lève son veto.
- Ailleurs en Europe, la position wallonne crée la consternation.

## L'agenda

### L'Europe suspendue à la décision belge

Au menu du conseil des Affaires étrangères de ce 18 octobre: la validation officielle par les Etats membres du traité commercial avec le Canada (Ceta), fruit des négociations lancées en 2009 par les deux parties. La Belgique risque de jouer le trouble-fête si le chef de la diplomatie belge Didier Reynders ne parvient pas à obtenir le feu vert du gouvernement wallon. "Pour nous, le seul et unique scénario que nous envisageons est que le ministre obtienne les pleins pouvoirs des six gouvernements et qu'il puisse signer l'accord", soupire un diplomate belge qui refuse d'imaginer que la Belgique finisse par bloquer, seule, le Ceta. Le risque est bel et bien présent. Et personne ne sait quel comportement les autres Etats membres adopteront si la Région wallonne campe sur sa position. L'on évoque la possibilité de retarder la validation du traité de 48 heures. Les libéraux flamands exhortent carrément M. Reynders à faire fi du veto wallon et à signer le Ceta. Une source européenne précise que "légalement, ce type de traités pourrait être adopté à la majorité qualifiée. Mais puisque tous les Etats membres doivent de toute façon le signer par la suite, en théorie, ils ne devraient l'adopter ce mardi que s'ils ont l'accord commun des Vingt-huit". **M. U.**

## Des milieux d'affaires font pression sur les Wallons

**P**our l'heure, le ministre-Président wallon, Paul Magnette (PS), maintient le "non" de son gouvernement au Ceta (traité de libre-échange entre l'Union européenne et le Canada). Mais les choses pourraient changer. A l'heure de boucler cette édition, elles ont d'ailleurs peut-être déjà évolué. Car tout est une question d'heures. Didier Reynders (MR), ministre des Affaires étrangères, devra dire ce mardi à Luxembourg, lors du sommet européen du commerce extérieur, si son pays est en état de ratifier le traité.

Paul Magnette l'avait dit vendredi au Parlement wallon: "La porte est ouverte pour une renégociation des points que nous contestons". Il l'a redit une nouvelle fois, lundi après-midi, devant les mêmes députés wallons réunis pour l'écouter présenter les orientations de son gouvernement pour les mois à venir. "Je crois à l'Europe. Mais soutenir l'Europe et l'aimer, ce n'est pas accepter tout ce qu'elle propose.

*S'il n'y a pas des gens comme nous pour le lui rappeler, qui le fera?"*

### Pressions et menaces

Il précisera également que, durant les jours qui viennent de s'écouler, lui et son gouvernement ont fait l'objet de "pressions intenses et de menaces à peine voilées". Il a indiqué à l'agence Belga que ces menaces émanaient des milieux d'affaires et en aucun cas de la Commission européenne.

Depuis le défunt week-end, le gouvernement wallon et la Commission européenne discutent, tentent d'arrondir les angles. "Le fédéral joue les médiateurs dans ces discussions", précise-t-on au cabinet Reynders. Dimanche, la Commission a proposé à la Région wallonne de lui envoyer une nouvelle déclaration interprétative pour lundi. "Je n'avais encore rien reçu avant de venir au Parlement, a ainsi précisé Magnette lundi après-midi. Mais quand nous l'aurons reçue, nous prendrons les heures voire les jours nécessaires pour l'analyser et, je vous le dis, notre plus profond espoir est d'arriver à une

*solution. Mais si nous ne sommes pas entendus parce que certains pensent que nous allons plier, il faudra confirmer notre non."*

### "Un moment de vérité"

Paul Magnette considère encore que s'il faut "annuler le sommet entre le Canada et l'Union européenne, je le regretterai mais en politique il y a des moments de vérité où tout se cristallise sur un événement particulier". Il a enfin encore rappelé que "si le Canada bénéficie dans ce traité de clauses de sauvegarde, pourquoi est-ce que l'Union européenne ne pourrait pas elle aussi en bénéficier?"

Quant au gouvernement fédéral, s'il s'en tient à jouer, pour l'instant, un rôle de médiateur entre la Région et l'Union européenne, il y a fort à parier – à moins

d'un retournement de dernière minute, intervenu dans la nuit – qu'il sera bien en peine d'an-

noncer sa capacité de signer le traité aux autres pays membres.

**Passage en force**

A moins qu'il ne suive la très discutée voie proposée par deux membres de l'Open VLD, l'ex-ministre Vincent Van Quickenborne et l'ex-commissaire européen Karel De Gucht, qui enjoignaient à Didier Reynders de ratifier le traité, passant outre à la volonté des gouvernements des entités fédérées francophone, bruxelloise et wallonne. Le Premier ministre Charles Michel (MR) a cependant torpillé cette hypothèse, affirmant que la Belgique ne signera pas le Ceta sans l'aval de la Wallonie.

S.Ta.

**“Je crois en l'Europe. Mais soutenir l'Europe et l'aimer, ce n'est pas accepter tout ce qu'elle propose.”**

**PAUL MAGNETTE**  
Ministre-Président wallon.

**Le refus wallon vu...****... du Royaume-Uni**

Le blocage wallon en lui-même ne passionne pas les Britanniques. S'ils ont fait partie des initiateurs et des principaux partisans des accords de libre-échange avec le Canada et les Etats-Unis, leur intérêt principal se situe désormais ailleurs depuis le vote en faveur du Brexit du 23 juin. Mais le fait qu'un Parlement régional puisse bloquer un accord négocié pendant sept ans résonne fort dans l'esprit de certains. *“L'accord final du Royaume-Uni avec l'Union européenne sera lui aussi sujet aux caprices de 38 Parlements nationaux et régionaux”*, s'est emporté le député européen travailliste et membre de la commission du commerce international du Parlement européen David Martin. *“Comme nous l'avons vu en Belgique francophone, l'opinion publique dans le reste de l'Europe est volatile sur les questions du commerce. Les 'Brexiters' pleins d'illusions auront droit à un sérieux choc s'ils pensent que nos partenaires nous laisseront la partie facile.”*

Tristan de Bourbon, à Londres

**... de France**

Les Français – dotés d'un gouvernement de gauche qui défend, lui, bec et ongles le traité commercial entre l'UE et le Canada (Ceta) – regardent avec consternation ces *“socialistes et centristes chrétiens”* wallons qui, selon *“Le Monde”*, semblent décidés à tenir tête à *“un texte jugé menaçant pour le modèle social, l'économie et l'agriculture”* de leur région. Le journal hexagonal fait état d'un *“examen beaucoup plus attentif que dans d'autres pays du contenu exact du texte de 1 600 pages”*, soulignant ainsi la participation des Parlements de la Wallonie et de la Fédération Wallonie-Bruxelles au processus.

De leur côté, *“Les Echos”* y voient plutôt une prise en otage de l'accord par *“des socialistes qui redoutent de se voir débordés sur leur aile gauche”* et attirent l'attention sur le fait

que *“la mort du Ceta ruinerait la crédibilité de l'édifice européen en matière commerciale”*.

*“Le Figaro”*, qui vante longuement les avantages du traité de libre-échange avec le Canada, fustige d'ailleurs *“ce casse-tête de la onzième heure”* et ne manque pas de rappeler les catastrophes économiques qui frappent la région wallonne, comme par exemple la fermeture de Caterpillar. *“Si c'est non [...], les élus de 3,6 millions de Wallons, ou d'1,2 million de Bruxellois imposeraient leur volonté à 500 millions d'Européens”*, peste le quotidien.

Mais pour *“Libération”*, il ne s'agit là que d'un énième signe de *“l'épuisement de l'opinion publique face à une mondialisation qui n'est pas heureuse pour tout le monde”* et du *“rejet de l'Europe”*.

M. U.

**... d'Italie**

*“La petite Wallonie met en péril l'accord avec le Canada”*, titrait ce week-end le *“Sole 24 ore”*, quotidien financé par la puissante fédération des industriels italiens. Autant dire que l'article ne portait pas les parlementaires wallons en triomphe, rappelant que les habitants de Wallonie et de Bruxelles mis ensemble représentent moins d'1 % de la population européenne concernée par le Ceta.

Le journaliste souligne au passage que le *“Premier ministre”* de cette petite région – requalifiée de *“Cuba d'Europe”* – est soumis aux fortes pressions des leaders européens qui lui demandent de ne pas respecter la motion parlementaire empêchant la ratification de l'accord. Un accord qui devrait faire disparaître 98 % des taxes douanières, selon le journal économique.

Pour le *“Corriere della Sera”*, cette opposition wallonne n'est qu'un *“apéritif”* de ce qui attend la ratification du TTIP (projet d'accord de libre-échange avec les Etats-Unis) en 2017.

Mais, en Italie, ce sont surtout les journaux et les sites Internet d'extrême gauche qui furent les premiers à souligner *“le vote courageux”* des parlementaires wallons, tout en insistant sur le manque de garantie qu'offre l'accord avec le Canada

qui ne *“devrait profiter qu'aux multinationales et non aux citoyens”*. Le vote wallon permet donc aux opposants italiens de rappeler la manifestation contre le TTIP prévue à Rome, en mai prochain.

Valérie Dupont, à Rome

**... d'Allemagne**

La grande majorité des Allemands ne peut pas s'imaginer que le vote négatif d'un Parlement régional puisse faire capoter le Ceta, l'accord de libre-échange avec le Canada. Les dirigeants et les médias pensent dès lors qu'un compromis interviendra à la dernière minute. Il faut dire que les Länder allemands (Etats régionaux) n'ont aucune compétence sur le plan du commerce extérieur.

Depuis que sociaux-démocrates allemands et autrichiens ont obtenu du Canada des assurances supplémentaires, ils approuvent le Ceta. Selon le syndicat IG Metall, *“aucun accord commercial européen du passé ne répond à autant de souhaits syndicaux que le Ceta”*. Certes, il y a eu beaucoup de manifestations d'activistes, d'écologistes et de syndicalistes contre le Ceta et surtout contre l'accord TTIP, devant être conclu avec les Etats-Unis. Ils ont remis plus de 100 000 signatures à la Cour constitutionnelle, qui a néanmoins approuvé le Ceta, tout en soulignant le droit de regard du Bundestag (Parlement fédéral).

Marcel Linden, à Bonn